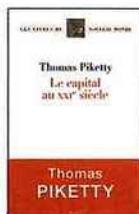


**IDÉES**  
**HISTOIRE**



# Le come-back des héritiers

Avec "Le Capital au XXI<sup>e</sup> siècle", l'économiste Thomas Piketty livre en cette rentrée une somme majeure sur le retour en force du patrimoine et l'évolution des inégalités en France et dans le monde. Le coauteur de "Mystère français" l'a lue pour "Marianne".

PAR EMMANUEL TODD

**N**otre classe politique est inepte, mais nous avons toujours des chercheurs. Au moment même où notre gouvernement renonce à agir sur l'économie et se recentre sur le sécuritaire de diversion paraît dans notre beau pays un livre fondamental sur l'évolution économique et sociale de la planète. François Hollande nous égare dans son présent médiatique, Thomas Piketty nous permet, avec *le Capital au XXI<sup>e</sup> siècle*, de nous situer dans l'histoire.

Stagnation économique, montée des inégalités, poussée oligarchique : nous sentons l'effritement de notre monde. Pour comprendre ce qui nous arrive, nous ne pouvons nous contenter de situer les évolutions actuelles par rapport aux années heureuses de l'après-guerre, à l'incroyable mythe des Trente Glorieuses. Piketty nous révèle qu'il faut remonter jusqu'à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, au moins, tout simplement parce que les années 1945-1980 ne furent qu'une parenthèse dans l'histoire de l'humanité, et particulièrement de l'Europe. Ce que nous vivons, ce contre quoi nous

**NÉ EN 1971**, Thomas Piketty, ancien élève de l'ENS, est docteur en économie. Sa thèse portait déjà sur la redistribution des richesses.

**EN 2002**, il reçoit le Prix du meilleur jeune économiste de France.

**DE 2006 À 2007**, il dirige l'Ecole d'économie de Paris, qu'il a cofondée trois ans plus tôt. Il s'engage ensuite dans la campagne électorale présidentielle de Ségolène Royal.

**EN AVRIL 2012**, il cosigne avec d'autres économistes dans *le Monde* un texte de soutien à François Hollande.

devons lutter, n'est pas une innovation, mais un retour progressif à la norme historique, une norme qui n'est pas l'égalité de richesse.

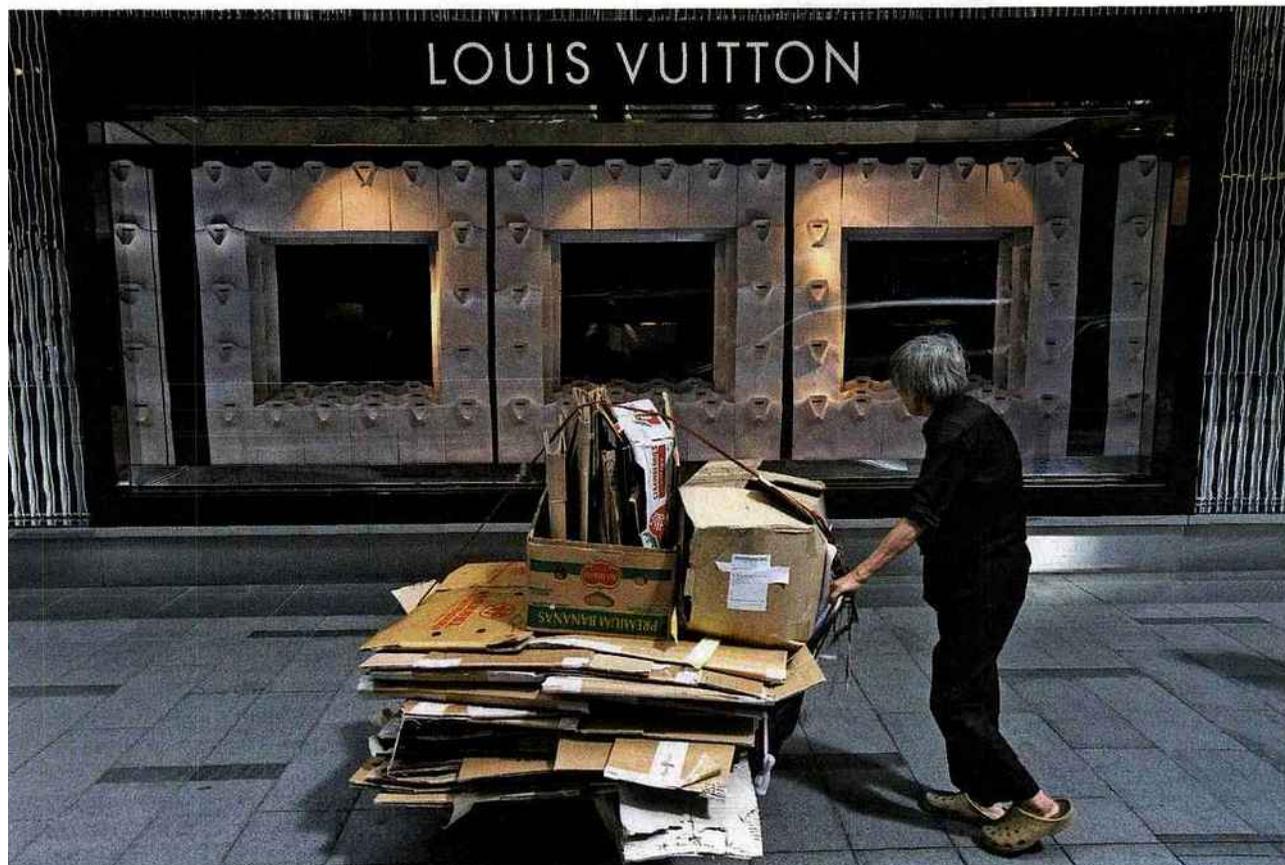
Piketty fut un économiste pur, spécialiste des inégalités de revenus, passé par l'Ecole normale supérieure et le Massachusetts Institute Of Technology, fondateur et premier directeur de l'Ecole d'économie de Paris. C'est lui qui a mis en évidence le rôle changeant mais central des 1% les plus riches, en France puis dans le monde, et c'est à ce titre que l'économiste amé-

ricain Joseph Stiglitz lui a rendu hommage dans son dernier livre (ainsi qu'à ses complices en études comparatives mondialisées Emmanuel Saez et Anthony Atkinson). Piketty nous donne aujourd'hui en près de 1000 pages une histoire et une théorie de la concentration du capital, de la place du travail et des inégalités de revenus qui en découlent. Le pavé est physiquement effrayant, mais il nous offre vite une agréable surprise : il se lit fort bien. Il y a un ton Piketty, serein, simple, pédagogique, détendu,



philippe grolier / pasco

THOMAS PIKETTY



alex hoford / epa / maxppp

méthodique, précis, inflexible, ironique, féroce. La pensée américaine le fait sourire, et nous fait rire, avec ses économistes américains qui tolèrent l'inégalité parce que leurs salaires les placent parmi les 1 % du haut. Mais pas dans le top des 0,1 % : des chiens de garde donc, sans plus. Les illusions françaises de la Belle Epoque et les délires des fondateurs de Sciences-Po sur la sauvegarde des élites ne sont pas oubliés. Par petites touches, ce livre est un merveilleux essai sur le rapport de la pensée économique à son environnement social et historique.

## PUISSANCE DE LA MÉTHODE

Ce qui est spécifique dans la démarche de Piketty, c'est la volonté de mesurer, de cadrer la réalité sociale par une mesure globale des grandeurs économiques - capital et revenu national -, puis d'établir des rapports entre ces grandeurs et enfin d'étudier leur distribution pour définir rigoureusement des niveaux de richesse. Les documents fiscaux sont une mine

d'or pour les historiens comparatistes parce qu'ils permettent une description des sociétés transcendant la diversité des titres, statuts et métiers. Il y a toujours des 0,1 % ou des 1 % du haut, des 9 % puis des 40 % suivants, enfin des 50 % du bas. Aristocrates de l'Ancien Régime et traders branchés peuvent être mesurés à la même toise. Après cet exercice, impossible de se complaire dans l'impressionnisme des exemples, dans un inventaire d'exotismes irréductibles.

La puissance unificatrice de cette méthode, statistique et comparative, est stupéfiante. Piketty maîtrise à la perfection les modèles économiques, les instruments du métier, mais, au contraire de ses anciens collègues un peu benêts, il se refuse à partir d'une axiomatique minimaliste des motivations - l'*Homo oeconomicus* - a priori indifférente à la réalité observée dans l'histoire. Il part des faits, puis suggère que tel modèle, toujours simple et lisible, permet d'en rendre compte. C'est à ce moment qu'il devient historien, et probablement

**NOUS AURONS TOUJOURS** au final une société dans laquelle les 10 % les plus riches détiennent 80 % du capital (ici, un collecteur de cartons à Hongkong).

l'un des meilleurs représentants d'une école des *Annales* que l'on croyait disparue - celle des séries statistiques de longue durée. Nous vivons une époque surprenante : c'est Piketty, le Français, qui tient ici le flambeau de l'empirisme face aux Américains.

Marx, Keynes, Kuznets, Friedman et tous les autres sont respectueusement crucifiés pour utilisation de statistiques insuffisantes. Balzac, Jane Austen et Henry James, en revanche, romanciers dont les personnages illustrent la réalité de leur temps, apparaissent en sociologues naturels, irréprochables dans leur évaluation des rentes et des modes de vie. Le dilemme de Rastignac formalisé par Vautrin - travailler ou épouser - se montre finalement plus solide que bien des hypothèses économétriques modernes.

Le capital - comprenant ici les instruments, machines et bâtiments nécessaires au travail, le logement des individus - est économiquement inévitable. Il a ses lois d'accumulation, plus lentes que ne le supposait Marx, parfois contredites, mais

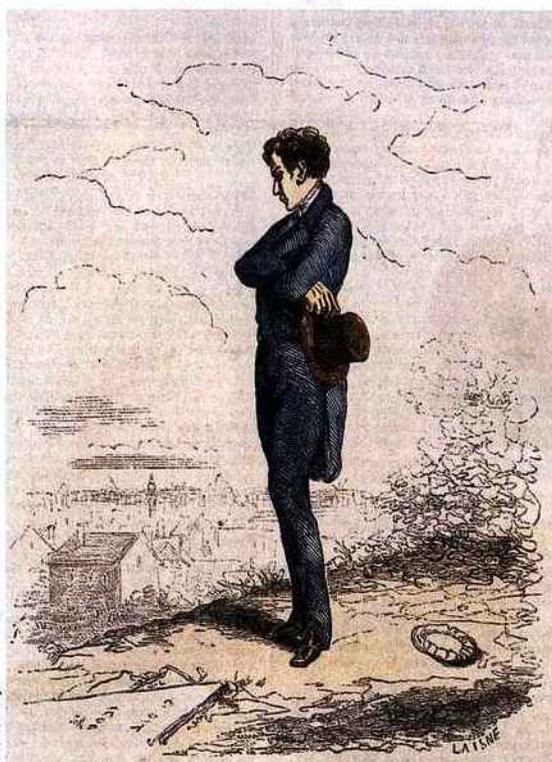
au fond guère moins inexorables. Ce devrait être une évidence, tragique : si le taux de croissance de la production est inférieur au taux de rendement du capital, ce qui est le plus souvent le cas dans l'histoire, une loi de concentration opère qui réunit de plus en plus de biens dans un minimum de mains.

## RELECTURE DE TOCQUEVILLE

C'est pourquoi toutes les sociétés du passé peuvent être dites patrimoniales parce que dominées par une richesse héritée et concentrée. Que leur croissance moyenne ait été de 0,5, 1 ou 2 % ne fait guère de différence dans la très longue durée si le taux de rendement du capital est de 5 %. Nous aurons toujours, au final, une société dans laquelle les 10 % les plus riches détiennent 80 % du capital et les seuls 1 % des plus riches, la moitié.

1789 ne change rien. L'âge démocratique des livres d'histoire, entre 1789 et 1914, époque de l'alphabetisation de masse et de la diffusion du droit de suffrage, n'a permis aucune déconcentration du capital. Les 1 % les plus riches détiennent un peu moins de 50 % du capital en 1810, 60 % en 1910. De tels résultats invitent à une sérieuse relecture de Tocqueville. Et des économistes : aucune autocorrection dans le temps, comme celle qu'avait suggérée Simon Kuznets au cœur de la guerre froide, aucun de ces retours automatiques à l'équilibre dont les économistes raffolent mais qu'on ne voit jamais. Ce sont les guerres du XX<sup>e</sup> siècle qui ont mis le capital et la rente au tapis, à travers les destructions physiques, l'inflation et les taxations d'urgence. En 1945, enfin le capital est maîtrisé. L'âge du travail, des études et de la méritocratie peut s'épanouir. Les 1 % supérieurs sont enfin définis par le travail plutôt que par l'héritage.

La démocratisation économique d'après 1945 ne prend cependant pas la forme d'une redistribution générale des cartes. Les 50 % d'en bas continuent de ne rien posséder. L'innovation majeure de l'après-



lee / leemage

**LE RASTIGNAC DE BALZAC illustre la réalité socio-économique de son temps de façon plus efficace que bien des études économiques.**

guerre est l'émergence d'une « classe moyenne patrimoniale », la possession de quelque chose par les 40 % compris entre les 10 % du haut et les 50 % du bas : un logement, quelques réserves monétaires moins bien placées et moins rentables que la masse des très hauts revenus. Mais quand même, c'est une classe moyenne selon Aristote, capable de donner à la société un socle de stabilité, et de la bloquer d'ailleurs.

La société d'après la reconstruction retrouve son calme, une croissance démographique et économique modérée. Le taux de rendement du capital retrouve sa supériorité naturelle. Les taux d'imposition baissent. L'accumulation reprend, le rapport capital/revenu augmente et retrouve ses moyennes

de longue période, la patrimonialisation de la société progresse et notre horizon à moyen terme n'est plus la cité égalitaire mais la Belle Epoque ou l'Ancien Régime. En l'absence d'une correction par l'Etat, cette remontée de la société patrimoniale sera inexorable.

Notre prise de conscience est lente. Les baby-boomers qui sont aux commandes croient encore que notre société est méritocratique, que l'effort et le succès scolaires sont la voie vers de hauts niveaux de vie. Les diplômés restent nécessaires, mais, année après année, le poids de la fortune familiale détermine un peu plus le niveau de vie des individus, par héritage ou donation. Nous sommes en France à un point d'équilibre : les 1 % des plus hauts revenus du capital et les 1 % des plus hauts revenus du travail s'équilibrent. Mais le retour aux commandes de riches non diplômés est programmé. Ne dramatisons pas. Le crétin diplômé existe et sa suffisance peut être plus nuisible aux pauvres que la modestie d'un héritier en capital pur, moins sûr de sa supériorité intellectuelle intrinsèque. Pour ceux qui ne possèdent rien, il n'est pas certain que la disparition de la méritocratie recèle de tels dangers supplémentaires.

Comparatiste, le *Capital au XXI<sup>e</sup> siècle* est attentif aux spécificités nationales ou continentales, aux caractères originaux, dirait Marc Bloch, reflets d'histoires uniques ou de fondements anthropologiques spécifiques. On sent ainsi dans le parallélisme des trajectoires l'unité culturelle du monde anglo-saxon. On découvre un peu partout des idiosyncrasies significatives, du poids du capital esclavagiste aux Etats-Unis avant la guerre de Sécession à la résistance financière inattendue

**Les diplômes restent nécessaires, mais, année après année, le poids de la fortune familiale détermine un peu plus le niveau de vie des individus.**

## La montée en puissance du capital par le contrôle financier des médias, des universités et des partis ne fait que commencer en Europe.

de la classe supérieure allemande depuis la Seconde Guerre mondiale.

La comparaison entre Europe continentale et Etats-Unis nous montre à quel point cette technique d'analyse permet d'échapper à l'idéologie. Nous trouvons, conforme à notre préjugé, la puissante montée des inégalités qui caractérise les Etats-Unis et qui a conduit en quelques décennies à une inversion du rapport entre le Nouveau Monde et l'ancien. Mais c'est l'explosion des très hauts salaires des supercadres qui explique le mieux l'inégalité américaine. Immigration et croissance de la population font qu'au total le capital domine moins le revenu aux Etats-Unis qu'en Europe. Plus attachée à l'Etat social, l'Europe n'en est pas moins plus avancée dans son retour à la société patrimoniale du passé. Les Anglo-Saxons ont été capables d'inventer avant-guerre la taxation confiscatoire des plus hauts revenus, puis de la supprimer pour faire passer l'impôt au-dessous du niveau européen. Comment ne pas rêver d'une reprise de ce jeu de Yo-Yo avec les riches, selon l'expression de Piketty. Aussi bizarre que cela puisse paraître à court terme, on finit par se dire que la mise au pas du capital serait plus facile aux Etats-Unis qu'en Europe. Hors des très grandes familles, le monde anglo-saxon n'aime pas trop la transmission généalogique.

La fin du livre, consacrée aux remèdes, est toujours intéressante et bourrée d'interprétations originales, sur la coexistence des marchés financiers et de l'Etat social, sur les effets contradictoires de l'inflation, sur la mise à zéro du capital public par la dette, mais elle n'est pas convaincante. Moderniser l'impôt sur le revenu,

instituer un impôt mondial ou à défaut européen sur le capital, oui, bien sûr, il le faudrait. Mais j'ai le sentiment que Piketty n'évoque ces solutions que par devoir de citoyen et sans croire lui-même en la possibilité de leur réalisation. Ce qui se passe dans l'histoire aujourd'hui est l'inverse : la baisse de l'impôt, la concurrence fiscale y compris et surtout entre Etats européens. La montée en puissance politique du capital, par le contrôle financier des médias, des universités, des partis, ne fait que commencer en Europe, même si elle est très avancée aux Etats-Unis. Au terme de ce livre, on a plutôt envie de se demander quelle crise surprenante et brutale permettra, dans nos pays vieillissants, une remise à zéro des compteurs et un redémarrage démocratique. Ou au contraire l'émergence, dans

**SEULES LES GUERRES du XX<sup>e</sup> siècle sont parvenues à mettre le capital à mal (ici, des femmes sur un chantier de reconstruction après la Seconde Guerre mondiale).**



imagebroker / leemage

un monde toujours riche mais redevenu formidablement inégalitaire, de formes de domination souples et totales comme on n'en a jamais vu dans l'histoire. Un arrêt violent de la machine économique ne serait-il pas finalement souhaitable, terrible pour les vieux, mais qui épargnerait peut-être à leur descendance ce monde oligarchique ? On se prend aussi à rêver d'une Amérique leader d'un nouveau revirement. Quant à la trop patrimoniale Europe, qui n'a pas encore compris qu'elle vivait déjà sa troisième grande guerre, économique cette fois, on n'y croit encore moins qu'avant d'avoir ouvert le livre...

### UN CADRAGE RIGoureux

Piketty montre que les crises du XX<sup>e</sup> siècle expliquent la mise au pas du capital mais ne pose pas la question du pourquoi des nationalismes, des guerres, du suicide des rentiers. La dynamique des mentalités reste une boîte noire dont sortent des événements en apparence aléatoires, raison sans doute du caractère irréaliste des réformes proposées. Reste que Piketty impose à l'histoire contemporaine un cadrage socio-économique rigoureux et comparatif et qu'il met les historiens au défi de s'y adapter et de l'expliquer. Ayant lu ce chef-d'œuvre, la tête remplie de questions et de problèmes non résolus, comment ne pas évoquer Marc Bloch écrivant dans *Apologie pour l'histoire* : « Chaque science, prise à part, trouve dans les transfuges des secteurs voisins les artisans souvent les meilleurs de ses succès. Pasteur, qui renouvela la biologie, n'était pas un biologiste... Durkheim et Vidal de La Blache ont laissé sur les études historiques du début du XX<sup>e</sup> siècle une marque incomparablement plus profonde que celle de n'importe quel spécialiste... Le premier, un philosophe passé à la sociologie, le second un géographe, ne se rangeaient ni l'un ni l'autre parmi les historiens à brevet. » ■ E.T.

**Le Capital au XXI<sup>e</sup> siècle**, de Thomas Piketty, [Seuil] 976 p., 25 €.